

## Mondialisation et défis de la pauvreté

Par : **Pr. Ali TOUDERT**  
Professeur à l'EHEC Alger

L'examen critique de la période postérieure à la deuxième guerre mondiale révèle plusieurs paradoxes. Ainsi le développement économique des pays riches durant ces 50 dernières années n'a pas éliminé la pauvreté de la surface de la terre. Les pays nantis n'ont pas aidé suffisamment les pays du tiers-monde à combattre la faim, la maladie et le retard économique sous toutes ses formes.

Le monde a subi des bouleversements constants, depuis un demi siècle à travers la décolonisation, l'explosion démographique, le progrès scientifique et technique sans précédent qui ont développé de façon inégale les nations et les continents ; qu'a-t-on réalisé jusqu'à présent ? Quels sont les défis à relever à l'heure de la globalisation ?

Au cours des 50 dernières années, le processus de développement a enregistré des progrès exceptionnels non seulement dans les pays riches mais également dans les contrées du monde frappées par la pauvreté.

Dans le domaine de la santé, l'espérance de vie à la naissance a sensiblement augmenté dans les pays en développement. Un progrès d'une vingtaine d'années en matière d'éducation, l'analphabétisme a beaucoup reculé passant de 47 à 25 % de la population adulte de ces contrées. Le revenu moyen a également augmenté dans ces pays tout en restant très en deçà de ce qu'il devrait être. En dépit de ces progrès, le défi de la pauvreté demeure, en effet, plus de 1.2 milliard d'individus vivent encore avec moins de 1 dollar par jour ! Cette situation risque de s'aggraver d'autant que la majorité d'entre eux naîtra et vivra en milieu urbain.

Aujourd'hui, un tiers de la population mondiale vit dans des contrées touchées par les pénuries d'eau. Ainsi, ces défis devront être relevés dans un environnement mondialisé davantage que celui des années 1950.

A certains égards la globalisation offre de formidables opportunités pour les pays en développement mais elle comporte des risques sérieux d'où ; la nécessité de réformes économiques nécessaires à une mondialisation audacieuse. Cela exige que les Etats arrêtent de saines politiques en direction de leurs populations

et que les pays riches s'impliquent davantage face à leur obligation morale vis-à-vis des plus démunis de la planète.

La banque mondiale s'attèle, ce faisant, à la tâche d'évaluation minutieuse de la pauvreté mondiale. La globalisation a en fait commencé dès le 19<sup>ème</sup> siècle ainsi, une très forte globalisation était lancée un demi siècle environ avant la première guerre mondiale. Une deuxième vague couvre la période 1950-1980, caractérisée par une forte intégration des économies des pays très riches. La troisième vague s'étend de 1980 à nos jours qui a vu quelques nations pauvres se développer plus vite que des pays riches. Ainsi des pays totalisant 3 milliards d'habitants ont doublé leur part du commerce extérieur par rapport à leur revenu au cours des 20 dernières années. Parmi ces pays on compte le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique, la Hongrie, l'Ouganda et la Jordanie.

Pour la première fois dans l'histoire, un groupe de pays en développement est en train de rattraper les pays nantis grâce aux réformes courageuses qu'ils ont adoptées. Quelques indices illustrent cette avancée, telles que l'espérance de vie et la naissance et la scolarisation qui ont atteint les mêmes niveaux que ceux des pays développés en 1960, et le nombre d'individus pauvres a sensiblement diminué. Cependant, certains groupes ont souffert plus que d'autres de la transformation économique globale. Dès lors, la Banque Mondiale se soucie de la création de nouvelles opportunités à travers la conception de meilleurs systèmes de protection sociale. Mais il reste que, quelques 2 milliards d'individus, notamment en Afrique sub-saharienne vivent encore les affres de la faim et du dénuement. Ils sont de plus, souvent, victimes de conflits interethniques et de la mauvaise gouvernance sans parler des maladies endémiques telles que le SIDA, la malaria,...

### **CINQUANTE ANS D'APPRENTISSAGE :**

Trois questions principales : la pauvreté, les objectifs à atteindre en matière de développement et le rôle de l'Etat vis-à-vis des marchés seront tour à tour examinées.

#### **1- LA PAUVRETE :**

Après le 2<sup>ème</sup> conflit mondial, l'augmentation du niveau de revenu a retenu l'attention des gouvernements en place. A cela s'ajoute le problème de la croissance économique et la redistribution du Revenu National. C'étaient les principales préoccupations des dirigeants des années 1960 et 1970. Plus récemment, on songe à l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes mais aussi à la santé des populations et à l'analphabétisme qui frappe.

La pauvreté sous toutes ses formes fait l'objectif des études et analyses des Nations Unies à travers les missions de la Banque Mondiale. Cette institution se penche également sur la question de l'aide étrangère entre pays et de la solidarité

**la revue des sciences commerciales**

---

---

internationale à travers les programmes de développement destinés aux pays pauvres dont on attend la participation effective des populations démunies au projet d'intérêt commun.

## 2- LE ROLE DE L'ETAT :

Durant les années 1950 et 1960 l'on a fait confiance à l'Etat aussi bien dans les pays riches que dans le tiers monde pour améliorer le sort du plus grand nombre. C'était la mode du socialisme triomphant dans les pays de l'Est et de nombreux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine.

Le secteur privé était alors suspecté d'incompétence, de manque de coordination au plan global. Il ne pouvait être donc la locomotive de la croissance, même si cette approche a connu quelques succès çà et là, les planificateurs de l'Etat n'étaient pas pour autant omniscients d'où de très nombreux échecs.

Durant les années 1980, les initiatives privées sont perçues avec moins de préjugés défavorables. Cette réaction a permis de réorienter l'attention sur l'efficacité globale de la production et les vertus du marché libre. C'est, en tout cas, ce que les réformes économiques ont retenu au niveau local et même au plan mondial.

Cette nouvelle approche a enregistré quelques succès en Chine, en Europe de l'Est et dans l'ex Union Soviétique mais, également, en Inde et en Amérique Latine.

L'effondrement du bloc communiste en 1989 a été un choc retentissant pour toute la région notamment pour la Hongrie et la Pologne qui ont été en mesure de rétablir rapidement la stabilité macroéconomique comme si le souvenir des systèmes où prévalait le marché était toujours vivace. Depuis, l'on soutient la nécessité d'impliquer les populations dans le redressement national.

En Russie, ce changement de cap n'a pas été sans dommages, ainsi la plupart des Russes ont connu, l'hyperinflation et même le banditisme à grande échelle ce qui tranche avec les succès réels enregistrés en Pologne, Hongrie et en Chine. Cette leçon de l'histoire commande quelques précautions pour les actions futures. Celles-ci devraient viser à :

- Concentrer les efforts sur la création d'opportunités pour les petites et moyennes entreprises ;
- Veiller à ne pas instaurer des monopoles de fait ;
- Procéder aux restructurations nécessaires des grandes entreprises inefficaces dans un contexte de croissance économique générale.

En matière d'emploi, l'efficacité des petites et moyennes entreprises n'est plus à démontrer. A titre d'exemple, la France compte 3 millions de PME et l'Italie

d'avantage encore avec 5 millions d'unités de petite et moyenne dimensions. Dans les ex-pays de l'Est, on note qu'en Hongrie, Pologne et Tchéquie, 50% de la main d'œuvre travaillaient dans les petites entreprises dans les années 1990. Mais le dynamisme du secteur privé dépend aussi du bon fonctionnement des institutions publiques et même d'instaurer ces climats d'investissement propices et assurer le succès dans le monde des affaires. Cette complémentarité heureuse s'inspire de l'échec des processus de transition dans les pays de l'ex URSS.

Cette idée n'est du reste pas nouvelle car, il y a 30 ans. Moses Abramovitz (1973) parlait de la « capacité sociale de développement » elle-même voire déterminée par l'histoire et la culture.

### 3- POUR UNE CROISSANCE AVEC INCLUSION :

Le trait commun à tous les pays en développement est le souci de sortir à toute force de la pauvreté. Pour ce faire, il leur faut atteindre deux objectifs à savoir :

- Améliorer le climat en vue de l'investissement privé ;
- Impliquer les populations dans la gestion des affaires du pays.

Ainsi, les investissements doivent intervenir dans le secteur agricole mais également dans l'industrie et les services aussi bien pour les opérations privées que pour les entreprises étrangères. Cette action peut profiter, par ricochet, aux grandes firmes par l'accroissement de la productivité en général.

En effet, les études récentes sur la croissance économique montrent l'interaction entre le volume de l'investissement et le taux de croissance économique. Dans de nombreux cas cette situation est due aux dysfonctionnements institutionnels et politiques. Dès lors, l'accent doit être mis non sur la qualité de l'investissement mais sur l'environnement global des entreprises. Pour cela, un gouvernement peut agir à plusieurs niveaux en assurant la stabilité macroéconomique et en ouvrant le champ au commerce extérieur, mais aussi en investissant dans le capital humain et les infrastructures de base. Il faudrait également identifier les groupes d'étranglement, obstacles à la prospérité du secteur privé. La Banque Mondiale a d'ailleurs initié des travaux décisifs dans ce domaine. Quant à la participation des masses démunies, l'essentiel est de garantir la responsabilité des outils nécessaires.

Ceci implique également la promotion des organisations sociales participatives et l'assurance de la protection juridique. Ces politiques jointes à l'éducation, la santé, la protection sociale peuvent créer les circonstances réelles à même de faire profiter les pays pauvres de la croissance.

Cette stratégie à deux niveaux offre un cadre satisfaisant pour maîtriser la globalisation et sortir les populations démunies du sous-développement. Plusieurs pays ont été en mesure de le réaliser, ainsi dans les années 1990, l'Ouganda à

## Mondialisation et défis de la pauvreté

réduit sa pauvreté de 56 à 35% (chiffres de la Banque Mondiale). Le Viêtnam a ramené des taux de pauvreté de 58 à 37% entre 1992 et 1998.

En outre dans ce processus les pays peuvent compter sur l'appui de la Banque Mondiale et une assistance plus importante des pays riches. Cette dernière a encouragé la stabilisation et la libéralisation des échanges et a financé les ajustements structurels concentrant ainsi ses efforts sur les problèmes du développement et sur le sort des populations les plus pauvres. L'assistance au développement devrait inciter à l'investissement privé en créant un environnement réglementaire et en améliorant le niveau de qualification de la main d'œuvre par une formation adéquate soutenue.

Ceci étant, il est nécessaire de mettre à la disposition des pays l'expérience comparative, la capacité des services, l'utilisation des conditionnalités et une structure financière adaptée.